



L'Altermondialisme, terreau d'un nouveau terrorisme ?

**Mémoire de géopolitique
du chef d'escadrons Philippe ROGET**

dans le cadre du séminaire "L'Union européenne et la lutte contre le terrorisme"

Directeur : François GERE

Président de l'Institut Français d'Analyse Stratégique
et chargé de mission au Collège interarmées de défense

Mars 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1 L'altermondialisme : terreau d'un nouveau terrorisme?

2 ROGET CES D1 version1

3 ROGET Philippe, CES, Terre, France

4 15 mars 2006

5 D1

6 1^{ière} version

7 Depuis la manifestation de Seattle en 1999, on assiste au développement d'une frange du mouvement altermondialiste qui ne recule pas devant les actions violentes, en particulier pendant les rassemblements du G8 ou de l'OMC. Ces violences émanent le plus souvent de groupes prônant l'anarchisme, ce sont les Black Blocks. Parallèlement à l'action de ces casseurs, nombre de mouvements appartenant à la nébuleuse altermondialiste semblent proches des thèses véhiculées par les mouvements terroristes d'extrême gauche (Action Directe, Fraction Armée Rouge et Brigades Rouges) qui ont frappé en Europe pendant les années 70 et 80. Néanmoins la source de menace la plus crédible réside dans les liens tissés par des groupes altermondialistes et certaines branches islamistes radicales, en particulier avec le Hezbollah à l'occasion du congrès de Beyrouth en 2004. L'un des risques majeurs serait que les organisations islamistes radicales, en décidant de se joindre aux mouvements altermondialistes dans le cadre de leur combat contre les américains et les israéliens, fassent évoluer leur solidarité idéologique vers une coopération opérationnelle. Aujourd'hui cette menace semble peu probable mais mérite une surveillance accrue des mouvements les plus radicaux.

8 mots clés : altermondialisme, terrorisme, Black Block, extrême gauche, islamisme radical.

L'Altermondialisme, terreau d'un nouveau terrorisme ?

Sommaire

Partie I

Les origines d'un mouvement récent

Les origines Zapatistes

Les mouvements d'extrême gauche des années 80

Partie II

La nébuleuse altermondialiste

Alter ou anti ?

La diversité du mouvement

Positions et propositions

Les grands rassemblements altermondialistes

Internet, outil de propagande et de coordination

Partie III

Les menaces les plus crédibles

Les raisons d'une possible radicalisation

Mouvements anarchistes et Black blocks

Liens avec les anciens mouvements terroristes d'extrême gauche

Liens avec les causes palestiniennes et irakiennes

Introduction

Le traumatisme provoqué par les attentats contre le World Trade Center au mois de septembre 2001 et plus récemment ceux perpétrés contre deux capitales européennes en mars et juillet 2004 contribue à ce que l'actualité soit dominée par la menace terroriste des mouvements islamiques radicaux. Ce traumatisme a partiellement occulté la menace potentielle que pourrait représenter l'influence croissante de la mouvance altermondialiste en ce début de 21^{ème} siècle.

L'altermondialisation ou altermondialisme est le nom du mouvement social qui, tout en se disant ne pas être opposé à la mondialisation, demande que des valeurs telles que la démocratie, la justice économique, l'autonomie des peuples, la protection de l'environnement et les droits humains fondamentaux soient prépondérants sur la logique économique. Ce mouvement appelant à une mondialisation maîtrisée et solidaire est opposé à ce qu'il appelle la mondialisation néolibérale. Les détracteurs du mouvement altermondialiste affirment, à contrario, qu'il s'agit d'une auberge espagnole dans laquelle chacun peut amener ses revendications, dans laquelle chacun est encouragé à dénoncer le système capitaliste, mais où on ne réalise absolument rien de concret pour remédier aux problèmes dénoncés. Il s'agirait simplement de récupérer le mécontentement et de laisser entendre que le salut viendra de l'extrême gauche, à laquelle les militants altermondialistes seraient souvent invités à s'identifier.

On constate que depuis la manifestation anti-mondialisation de Seattle en 1999 une frange du mouvement ne recule pas devant l'action violente et d'autre part que certains groupes de la nébuleuse altermondialiste pourraient être tentés de se rapprocher de mouvements ayant conduit plus ou moins récemment des actions terroristes ou de mouvements pouvant avoir des liens ou affinités avec certaines organisations terroristes. Cette étude se propose de décrire les mouvements au cœur desquels les altermondialistes semblent trouver leurs racines, de présenter ce qu'on qualifie communément de nébuleuse altermondialiste à travers sa composition, son essence et son passé récent avant d'évoquer les principales menaces qui pourraient conduire à la naissance de nouveaux groupes terroristes.

Première partie. Les racines d'un mouvement récent.

11- Les origines Zapatistes

Le mouvement antimondialisation trouve en partie ses racines dans le mouvement Zapatiste mexicain né le 1^{er} janvier 1994 avec l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange nord-américain¹. L'Armée Zapatiste de Libération Nationale est une armée révolutionnaire basée au Chiapas, l'un des états les plus pauvres du Mexique. Cette armée affirme représenter les droits des populations indigènes du Chiapas, en Europe elle est aussi un symbole de la lutte anticapitaliste. Le nom du groupe vient du révolutionnaire Emiliano Zapata. Les zapatistes se considèrent comme ses héritiers et les héritiers de 500 ans de résistance à l'impérialisme. L'attitude pacifiste du mouvement est une des raisons de sa longévité et de la relative popularité qu'elle rencontre au sein de la population civile. Le mouvement s'est renforcé lors des négociations de l'OCDE² sur l'accord multilatéral sur investissement (AMI) 1995 – 1998, lesquelles n'ont été rendues publiques qu'au printemps 1997 et ont déclenché un tollé général au sein des organisations écologistes, des organisations pour le développement, des associations de consommateurs et des syndicats du monde entier. Il est apparu clairement que la constante de la violence s'est confirmée au fur et à mesure du déroulement des opérations. Les protestations de masse qui réunissaient différents groupements, mais aussi des individus non organisés et pour certains sans étiquette politique qui n'avaient que peu de connaissance des tâches, des structures et des enjeux ont quasiment toutes débouchées sur des actes de violence. Le sentiment général et indéfinissable d'insécurité vis-à-vis des processus politique, économique et social a donné l'impression d'une certaine impuissance face à la mondialisation qui est devenue un bouc émissaire et qui étant considérée comme la cause d'un certain mal-vivre a donné lieu à des débordements incontrôlés. Se rajoute à cela le potentiel de violence dont font actuellement preuve certains jeunes dans la vie quotidienne qui s'est retrouvé exacerbé dans cette lutte contre le pouvoir en place. Cette violence s'est souvent manifestée par une folie destructrice, apparemment sans raison, ou par une agressivité extrême envers les personnes. Il en résulte que

¹ ALENA : accord de libre échange nord américain

² OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques

les événements publics, de quelque nature qu'ils soient, sont de plus en plus souvent marqués par des actes de vandalisme, sans forcément qu'il y ait une motivation politique, religieuse ou idéologique. On ne peut donc que constater que la violence est quasiment intrinsèque aux actions engagées par le mouvement antimondialisation. Sentiment renforcé au regard du discours tenu et des objectifs annoncés.

12- Les mouvements d'extrême gauche des années 80

Qu'ils soient issus d'organisations ouvrières ou syndicales, de mouvements écologistes ou féministes, de certaines ONG, d'organisations sur les rapports Sud-Nord, les mouvements altermondialistes s'identifient très souvent à des courants de pensée proches de ceux de l'extrême gauche. Dans le cadre de notre étude, il semble intéressant d'étudier les liens éventuels unissant la mouvance altermondialiste à certains de ces anciens groupes terroristes européens d'extrême gauche. Les mouvements les plus emblématiques sont présentés ci-dessous.

121- Action directe.

A la fin des années 60 c'est la Gauche Prolétarienne (GP), dont le journal est la Cause du Peuple, qui parvient à rassembler les éléments les plus révolutionnaires de l'après 68. La GP, dont certains de ses militants sont tués par la police, organise un groupe armé illégal, "La Nouvelle Résistance Populaire" (NRP). Celle-ci tente d'enlever un député, séquestre un responsable de Renault mais s'auto-dissout au bout de quelques temps, refusant le passage à la lutte armée. Ce n'est néanmoins pas la fin de la lutte armée en France. En mai 1974 se forment les Groupes d'Action Révolutionnaire Internationaliste (GARI). Les GARI entendaient " lutter par l'action directe contre la dictature franquiste, contre le capital, contre l'Etat, pour la libération de l'Espagne, de l'Europe et du monde ". Les GARI seront démantelés a u b o u t d e q u e l q u e s m o i s . Apparaissent alors les Brigades Internationales (BI). Les BI forment " une organisation politico-militaire, anti-impérialiste, d'inspiration maoïste, et composée de militants révolutionnaires français ". Action Directe, groupe armé qui a revendiqué une cinquantaine d'attentats en France entre 1979 et 1987, considérée comme une organisation terroriste d'extrême gauche, est le résultat de la fusion

des GARI et des NAPAP (Noyaux Armés pour l'Autonomie Populaire) qui s'est transformée en 1979 en une « organisation de guérilla » qui a commencé alors à revendiquer ses attentats sous le nom d'Action Directe, au nom de la lutte contre l'impérialisme et pour la défense du prolétariat. À partir de 1984, Action Directe s'est alliée à la Fraction Armée Rouge dans le cadre de la stratégie d'«unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest». Plus globalement, ce groupe a été l'expression en France d'un courant se revendiquant du marxisme et véhiculant l'idée que les actions terroristes étaient un moyen légitime de renverser un régime considéré comme oppressif. Durant ce qu'on a appelé les années de plomb, de nombreux groupuscules ont repris l'idéologie de la propagande par le fait prônée par certains militants anarchistes lors des deux dernières décennies du XXe siècle : la Fraction Armée Rouge ou bande à Baader en République Fédérale d'Allemagne, les Brigades Rouges en Italie, Sekigunha (faction armée rouge japonaise), 17-Novembre en Grèce, Armée républicaine irlandaise, cellules communistes combattantes en Belgique, ETA, Weathermen aux États-Unis, KP-ML et Devrimci Sol en Turquie. Action Directe a notamment revendiqué le mitraillage du siège du patronat le 1^{er} mai 1979, mais aussi des attentats contre des ministères, des agences immobilières, des bâtiments de l'armée française³, des sociétés liées au complexe militaro-industriel, des attentats contre l'État israélien, ainsi que l'assassinat du général Audran, responsable des ventes d'armes de l'État français en 1985, puis de Georges Besse, PDG de Renault en 1986. À ces nombreux attentats s'ajoute un certain nombre de vols à main armée revendiqués par le groupe comme des expropriations prolétariennes. Action directe a été interdite en France par un décret du 19 août 1982 prononçant la dissolution officielle de l'organisation. Ses membres ont été jugés par une formation spéciale de la cour d'assises de Paris, compétente en matière de terrorisme⁴.

122- Fraction Armée rouge

La Fraction Armée Rouge ou Rote Armee Fraktion est l'organisation révolutionnaire et terroriste qui a opéré en Allemagne de l'ouest pendant les années 1970 et les années 1980. L'organisation a été fondée le 14 mai 1970, à l'occasion

³ Mitraillage de la façade de l'école militaire le 17 septembre 1980

⁴ Voir le paragraphe 3.3 : liens avec les mouvements terroristes d'extrême gauche

de l'évasion d'Andreas Baader. La plupart des militants de la première génération a été arrêtée, avec à nouveau Andreas Baader, en juin 1972.

Appuyée sur une idéologie de la guérilla urbaine afin d'amener la révolution d'inspiration maoïste, l'organisation prétendait refuser la théorisation pour privilégier la pratique. Elle a procédé à de nombreux attentats, mais surtout à des enlèvements et des assassinats spectaculaires qui ont défrayé la chronique jusqu'en mars 1998 (date de signature de l'acte d'autodissolution du groupe). Les autorités allemandes ont été soupçonnées d'assassinats suite à la mort de trois prisonniers de la Fraction Armée Rouge à la prison de Stammheim, le 18 octobre 1977 (Andreas Baader, Gudrun Ensslin, et Jan-Carl Raspe), tout comme à l'occasion de la mort d'Ulrike Meinhof, retrouvée pendue dans sa cellule le 8 mai 1976, puis de celle d'Ingrid Schubert, pendue elle aussi dans sa cellule le 12 novembre 1977. Pour obtenir la libération de ses membres, l'organisation terroriste kidnappa le président du patronat allemand Hans Martin Schleyer le 5 septembre 1977. Le 13 octobre, un avion de la Lufthansa fut détourné par un commando palestinien du nom de «Martyr Halimeh», prenant en otages plus d'une centaine de passagers et détournant l'avion sur Mogadiscio en Somalie. La prise d'otages prit fin le 18 octobre avec l'intervention des forces spéciales allemandes durant laquelle trois des quatre membres du commando palestinien furent tués. Le même jour, les autorités allemandes annonçaient la mort d'Andreas Baader, Gudrun Ensslin, et Jan-Carl Jaspe. En représailles, l'organisation annonçait le lendemain la mort d'Hans Martin Schleyer.

En 1984, la Fraction Armée Rouge s'est alliée au groupe français Action directe dans le cadre de la stratégie d' «unité des révolutionnaires en Europe de l'Ouest». Elle s'est alliée ensuite aux Brigades rouges italiennes en 1988. Parmi les différentes personnalités assassinées par l'organisation terroriste, on peut citer : Ernst Zimmerman, président de l'Aérospatiale, le 1^{er} février 1985, Beckurts, président de la commission nucléaire et dirigeant de Siemens, le 9 juillet 1986, Von Braunmühl, directeur politique au ministère des affaires étrangères, le 10 octobre 1986.

123- Brigades rouges

Issues du groupe Sinistra proletaria (Gauche Prolétarienne), les Brigades rouges sont une organisation marxiste-léniniste italienne fondée le 20 octobre 1970 à Reggio Emilia principalement par Renato Curcio et Alberto Franceschini. Ce dernier sera arrêté en 1974 et purgera dix-huit ans de prison. Pratiquant la "propagande par le fait" (attentats à la bombe et assassinats multiples), les Brigades Rouges seront poursuivies comme organisation terroriste par les autorités italiennes. L'attentat de la piazza Fontana, le 12 décembre 1969 (16 morts et 98 blessés), marque le début de ce qu'on appellera la stratégie de la tension. Un cheminot anarchiste, Giuseppe Pinelli, est à l'époque désigné par les autorités. Les véritables auteurs de l'attentat ne seront arrêtés qu'en 1997: ce sont des membres du groupe fasciste Ordre nouveau qui passeront aux aveux. Pour faire face aux divers attentats, imputables aux deux extrêmes du champ politique, qui marquent ces "années de plomb", l'Italie adopte des lois d'exception. La loi Reale du 22 mai 1975 autorise la police à perquisitionner et arrêter une personne sans mandat du juge d'instruction, sur seul soupçon. Puis le décret-loi Cossiga du 15 décembre 1989 qui allonge la détention préventive pour les délits de terrorisme et autorise les écoutes téléphoniques. La loi Gozzini du 10 octobre 1986, puis la loi sur la "dissociation" du 18 février 1987 et les décrets-loi de 12 avril 1990 et du 22 décembre 1990 marqueront la fin de ces lois spéciales, en réduisant la détention.

Les Brigades Rouges se composaient au minimum d'une cinquantaine de cadres et de nombreux soutiens actifs et passifs, en 1981, 1523 terroristes liés à l'organisation terroriste étaient détenus en Italie. Selon le Monde diplomatique⁵, les prisons italiennes comptaient encore 4.000 détenus politiques en 1980. Selon Alberto Franceschini, après son arrestation en 1974 ainsi que celle de la plupart des membres du groupe d'origine, les premières Brigades Rouges laissent la place à un second groupe plus dur. Les secondes Brigades Rouges se sont principalement illustrées par l'enlèvement du président du parti de la Démocratie-Chrétienne, Aldo Moro, le 16 mars 1978, jour où il devait devenir premier ministre et former un gouvernement de compromis historique avec le Parti

⁵ Le Monde diplomatique est une source qui peut être qualifiée de partielle. Il est en effet à l'origine de l'association ATTAC et coorganisateur de nombreux forum altermondialistes. Le Monde diplomatique se présente comme étant l'un des principaux piliers de l'altermondialisme éducatif par l'information.

Communiste. L'État italien refusant de libérer les militants des Brigades Rouges incarcérés, Aldo Moro est finalement assassiné le 9 mai. En 1979, les Brigades Rouges prirent contact avec le Fatah qui lui offrit une cargaison d'armes et d'explosifs. En 1986, une scission est intervenue au sein des Brigades Rouges, celles-ci se divisant en deux organisations concurrentes : les BR-PCC (Parti Communiste Combattant) et les BR-UCC (Union Communiste Combattante). En 1988, les Brigades Rouges se sont alliées à la Fraction Armée Rouge.

En 2002, Paolo Persichetti, "brigadiste" non repent qui enseignait désormais la sociologie politique à l'université Paris VIII, est extradé en Italie. Paris rompt alors avec l'engagement pris par François Mitterrand en 1985, concernant la non-extradition des brigadistes ayant rompu avec leur passé. Pourtant, Sergio Tornaghi, membre de la colonne Walter Alasia, condamné par contumace à la perpétuité pour participation à bande armée et assassinat et arrêté en France en 1998, avait obtenu gain de cause devant la cour d'appel de Bordeaux. Celle-ci avait refusé l'extradition en raison de la procédure italienne qui ne permet pas à un condamné par contumace d'être à nouveau jugé en cas de retour, comme le prévoit la Cour européenne des droits de l'homme. Le 1^{er} juin 2005, cinq membres des "Nouvelles Brigades rouges", accusés d'avoir organisé l'assassinat du professeur Marco Biagi, un consultant du gouvernement, en mars 2002, sont condamnées à la perpétuité par la cour d'assises de Bologne. Les assassinats de Marco Biagi et de Massimo d'Antona, tué à Rome en 1999, avaient été revendiqués par les BR-PCC.

Qu'il s'agisse du mouvement zapatiste mexicain ou des anciens mouvements européens d'extrême gauche⁶, on constate que les mouvements altermondialistes ont des racines relativement récentes. La suite de cette étude va s'attacher à montrer que malgré un certain nombre d'affinités communes, l'altermondialisme se caractérise par la multitude de mouvements, de tendances politiques et idéologiques, de structures différentes qui la composent, ce qui conduit à la qualifier communément de nébuleuse.

⁶ Les liens unissant l'extrême gauche européenne et les altermondialistes seront illustrés au paragraphe 3.3.

Seconde partie. La nébuleuse altermondialiste.

21- Alter ou anti ?

Le terme antimondialisation a été initialement utilisé par les journalistes pour désigner le mouvement qui nous occupe dans cette étude. Selon les protagonistes, il confondait alors sous une même dénomination les opposants à toute forme de mondialisation et ceux défendant une autre forme de mondialisation plus sociale. Le terme altermondialisme ou altermondialisation a été adopté dans la francophonie⁷. Ce terme est sensé mieux refléter le sens du mouvement défendant une nouvelle forme de mondialisation. Les anglo-saxons parlent d'antiglobalization.

22- La diversité du mouvement

Organisations ouvrières et syndicales (Lutte ouvrière, CGT, syndicat SUD), mouvements paysans (Confédération paysanne de José Bové), ONG généralistes (ATTAC, Oxfam), organisations de droits de l'homme (Amnesty International), organisations sur les rapports Sud-Nord (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde), organisations humanitaires (ACF, CCFD), écologistes (partis verts), mouvements féministes (ni putes ni soumises), média (le Monde diplomatique, Politis), Black blocks, mouvements anarchistes, collectifs⁸ (mouvements des sans papiers, Agir contre le chômage), mouvements anti-répression carcérale (Commission Prison répression, Commission Pour l'Organisation des Prisonniers en Lutte (COPEL), Comité pour l'Abolition de l'Isolement Carcéral), mouvements contre l'extrême droite (CAFAR⁹, SCALP).

Toutes ces organisations ayant un lien plus ou moins direct avec la mouvance altermondialiste sont extrêmement nombreuses et il semble impossible d'en

⁷ Le mot altermondialisme est entré dans le dictionnaire Larousse en 2004 : « courant d'opinion, qui manifeste son hostilité, y compris par la violence, aux buts et aux effets de la mondialisation de l'économie ».

⁸ Les collectifs sont des groupuscules éphémères mis sur pied, le plus souvent, par les mouvements d'extrême-gauche afin de coller aux thèmes d'actualité qui les préoccupent. Le "Collectif anti Expulsion", par exemple a été créé en mars 1999 à l'initiative de l'association générale des étudiants de Limoges et regroupe des représentants d'Agir contre le Chômage, de la Fédération Anarchiste, de la ligue communiste révolutionnaire", du SCALP, de Ras L'Front ou des Verts.

⁹ CAFAR : Collectif anti-fasciste et anti-raciste, structure nancéenne animée par la Ligue communiste révolutionnaire.

dresser une liste exhaustive. Pas moins de 1.500 organisations différentes par exemple auraient participé au forum social de Porto Allegre au mois de décembre 2005.

Le site altermondialisme.net¹⁰ se hasarde à effectuer une classification des mouvements altermondialistes. Nous la citons à titre d'information tout en sachant que la partialité du site n'est à pas démontrer :

- A. Les marginaux de l'altermondialisme.
 - Les casseurs
 - Les démonteurs
 - Les simples contestataires
- B. Les "politiques" d'extrême gauche
- C. Les "politiques" de gauche
- D. Les apolitiques

Au sein de cette nébuleuse, des divergences significatives existent. Concernant les différences d'orientations politiques au sein du mouvement, certains se revendiquent comme étant des réformateurs par opposition aux antilibéraux ou aux anticapitalistes. Certains altermondialistes se prétendent favorables au marché, lorsque celui n'est pas hégémonique et est suffisamment régulé par des règles à caractère social. Il s'agit des réformateurs, qui donnent parfois l'impression à leurs adversaires de vouloir réintroduire le marxisme et le nationalisme par la petite porte, alors qu'eux-mêmes ne se réclament pas forcément du marxisme et prétendent en général rejeter le nationalisme. Ils sont par exemple généralement favorables à l'établissement de barrières douanières sur l'agriculture pour les pays du sud. Une autre part influente, plus réformatrice, se rapproche et se confond avec l'internationalisme défendu par les communistes. Cette partie des altermondialistes oppose la mondialisation des peuples à la mondialisation reposant uniquement sur l'économie capitaliste, qui serait celle des dirigeants. Altermondialisme devient ainsi dans certains cas synonyme d'antilibéral (critique du libéralisme économique), voire dans d'autres cas d'anticapitaliste. Une autre divergence majeure concerne les modes d'action, certains mouvements rejettent l'action

¹⁰ <http://www.altermondialism.net>

armée et toutes formes de violence en leur préférant les manifestations pacifiques, les grèves de la faim ou les pétitions.

23- Positions et propositions

Malgré la diversité des acteurs évoqués dans le paragraphe précédent, on peut légitimement estimer que la pensée dite altermondialiste possède certaines orientations communes. Elle se présente comme tournée vers la lutte pour le développement, les droits fondamentaux, la paix et la démocratie. Avec un discours souvent idéaliste, l'altermondialisme se veut un moteur de lutte sociale. Son principal adversaire idéologique serait le néo-libéralisme. Pour certains, cela indiquerait que l'altermondialisme se soucie peu du monde et du rapprochement des peuples, mais cherche à promouvoir une théorie économique et sociale proche du socialisme. La critique part, le plus souvent, des constats du rapport de pauvreté et de domination grandissant entre le Nord (Amérique du nord et Europe) et le Sud, de la croissance des inégalités et des discriminations qui en découlent, de la croissance de l'insécurité écologique et de la falsification de l'intérêt général par les intérêts privés. Les altermondialistes prônent une solidarité internationale entre la multitude de peuples de cultures diverses. La pensée altermondialiste voudrait, d'une part, faire prendre conscience des méfaits qu'elle attribue au néo-libéralisme, déconstruire ce qu'elle appelle le dogme néolibéral, et, d'autre part, proposer des réformes ou du moins des alternatives. Ils critiquent également la valorisation des politiques de délocalisation qui sont selon eux négatives à la fois pour les pays développés (car menaçant la stabilité et le volume de l'emploi, la sécurité sociale ou le minimum salarial) et pour les pays du Sud (car le développement entraîné par les délocalisations est vu comme l'exploitation par le Nord sans gain économique réel pour les habitants du Sud).

Les altermondialistes soutiennent certaines idées réformatrices dans le domaine économique comme celles d'un allègement de la dette des pays pauvres, d'une taxation sur les transactions financières (Taxe Tobin¹¹), et prétendent promouvoir

¹¹ La taxe Tobin, suggérée en 1972 par James Tobin, lauréat du prix de la Banque de Suède en sciences économiques, consiste en une taxation des transactions monétaires afin de désinciter à la spéculation. L'assiette et le taux seraient identiques dans tous les pays.

aussi un commerce équitable où le consommateur aurait la garantie que le producteur auquel il achète un bien possède un revenu qu'il considère comme équitable. Les propositions concernant les droits de l'homme et de l'environnement sont également présentes chez beaucoup d'entre eux. En particulier, la question de la durée est posée : à quoi sert de se développer en exploitant de plus en plus intensivement des ressources qui ne se renouvellent pas et dont l'épuisement est prévisible? Les altermondialistes aspirent également à plus de démocratie mais les propositions concrètes sont très éparées, allant de la réforme des organisations internationales à l'instauration d'un parlement mondial.

Une liste de propositions couramment avancées par les altermondialistes, dont particulièrement le mouvement ATTAC, a été synthétisée dans le manifeste de Porto Allegre de 2005. On distingue les:

231- Propositions liées à des réformes économiques

- Annuler la dette publique des pays du Sud. L'argumentaire altermondialiste consiste à dire qu'ils l'ont déjà remboursée plusieurs fois via les intérêts, qu'elles ont été souvent contractées par un gouvernement précédent non démocratique afin de maintenir son pouvoir ou qu'elles sont le pendant de la dette écologique ou coloniale.
- Promouvoir le commerce équitable avec un nivellement par le haut des normes sociales. Reconnaître les droits économiques, sociaux et culturels énoncés à la conférence de Vienne de 1996. En particulier, reconnaître le droit à la souveraineté et à la sécurité alimentaire, à l'emploi, à la protection sociale et à la retraite. Le syndicat confédération paysanne demande que l'agriculture soit exclue totalement des négociations de libéralisation.
- Tirer un bilan exhaustif et indépendant des conséquences des décisions de l'OMC, du FMI et de la Banque Mondiale.

Collectés et administrés par chaque gouvernement, les fonds recueillis seraient ensuite reversés à un organisme géré par le FMI, la Banque mondiale ou un organisme indépendant placé sous le contrôle de l'ONU. Les sommes ainsi récoltées seraient redistribuées prioritairement aux pays les moins avancés.

- Exclure définitivement les domaines de l'éducation, de la santé, des services sociaux et de la culture des cycles de négociation de l'OMC et préserver les services publics menacés de libéralisation par l'accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC.
- Instaurer des taxes internationales sur les transactions financières, dont la taxe Tobin sur le marché des devises. D'autres variantes existent comme celles sur les investissements étrangers, sur les bénéfices consolidés des transnationales, sur les ventes d'armes ou sur les activités à forte émission de gaz à effet de serre.
- Démanteler les paradis fiscaux afin de contrer les évasions fiscales et le crime financier.
- Interdire toute forme de brevetage du vivant et de privatisation de biens communs de l'humanité, l'eau notamment.

232. Réformes liées à la justice et à la paix

- Mettre en place un système international respecté de prévention et règlement des conflits.
- Appliquer la charte des Droits de l'homme contre toute forme de discrimination, de sexisme et de racisme et condamner de manière égale les différents pays qui ne la respectent pas.

233. Réformes liées au développement de la démocratie

- Garantir le droit à l'information par des législations mettant fin à la concentration des médias dans des groupes de communication géants, et garantissant l'autonomie des journalistes par rapport aux actionnaires.
- Réformer et démocratiser en profondeur les organisations internationales régies par le consensus de Washington (FMI, Banque Mondiale, OMC) et y faire prévaloir les droits humains, économiques, sociaux et culturels, dans le prolongement de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Incorporer

également ces organisations dans le système et les mécanismes de décision des Nations Unies.

24- Les grands rassemblements altermondialistes.

Comme nous l'avons évoqué précédemment, le mouvement prend réellement racine au début des années 80 dans les pays du Sud avec la lutte contre la dette, l'OMC, et les plans d'ajustement structurels du FMI; mais il reste initialement inaperçu en Occident. Il prend naissance en Europe, aux États-Unis et en Corée à partir de 1994 contre le chômage, la précarisation du travail et la remise en cause de la protection sociale.

La manifestation de SEATTLE en décembre 1999 constitue la première véritable grande manifestation mondiale altermondialiste. Malgré un déploiement de forces pré-positionnées, il faut recourir à l'état d'urgence, au couvre-feu nocturne et la mobilisation de l'armée fédérale pour contenir des chaînes humaines de protestataires contre la politique de l'organisation mondiale du commerce. Environ 40.000 personnes protestent contre le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales. Seattle est en fait le théâtre d'une fronde des pays en développement, furieux d'être exclus d'une négociation dominée par les affrontements agricoles entre les Etats-Unis et l'Europe. Après la manifestation de Seattle, aucun des sommets des institutions internationales ne s'est plus tenu sans la présence des altermondialistes.

Le 29 janvier 2000, à DAVOS, se tient la réunion annuelle de l'économie mondiale. L'événement est perturbé par une manifestation émaillée d'incidents. Le président américain avait choisi cette station de ski suisse pour rebondir sur l'échec de Seattle mais 1.300 manifestants se jouent de la police suisse et réussissent à rentrer dans Davos pourtant transformée en forteresse.

Du 12 au 19 février 2000, les militants altermondialistes manifestent quotidiennement dans BANGKOK à l'occasion de la conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement malgré le déploiement de 7.000

policiers par les autorités thaïlandaises. Des manifestations comparables ont lieu à WASHINGTON au mois d'avril 2000 et à GENEVE en juin de la même année.

Le 30 juin 2000, 40.000 manifestants antimondialisation se retrouvent dans le sud de la France à MILLAU à l'occasion du procès de José Bové, cofondateur de la confédération paysanne, mis en examen pour avoir détruit des plans transgéniques et pour avoir participé au saccage d'un restaurant Macdonald. L'intéressé décidera à cette occasion que le 30 juin serait désormais la date anniversaire en France de la lutte contre la mondialisation.

Au mois de septembre 2000, environ 15.000 militants manifestent dans le centre de PRAGUE, lors de l'assemblée annuelle du fonds monétaire international et de la banque mondiale. Le bilan est très lourd puisque plus d'une cinquantaine de policiers et plus de 400 manifestants sont blessés du côté des contestataires.

A NICE, le 6 décembre 2000, 50.000 personnes selon la police et 80.000 selon les organisateurs défilent pour une Europe de l'emploi et des droits sociaux. Cette manifestation se tient à la veille de l'ouverture du sommet européen. Près de 2.000 Italiens et 2.000 Espagnols sont retenus aux frontières. Environ 200 à 300 manifestants se heurtent aux forces de police et 2 policiers sont légèrement blessés. On déplore de violents affrontements avec la police qui comptera une vingtaine de policiers blessés, plusieurs vitrines de magasins seront brisées et une agence bancaire incendiée.

Au mois de janvier 2001, le premier Forum social mondial (FSM) se tient à PORTO ALLEGRE au Brésil. Il y sera reconduit tous les ans jusqu'au rassemblement de BOMBAY en Inde en 2004. En 2005, le FSM était de retour à Porto Allegre alors qu'en 2006, le 6^{ième} FSM est éclaté sur trois continents : à BAMAKO au Mali du 19 au 23 janvier, à CARACAS au Venezuela du 24 au 29 janvier et à KARACHI au Pakistan à la fin du mois de mars. Le FSM de 2007 est annoncé en un lieu unique à NAIROBI au Kenya. Les forums sociaux européens sont une déclinaison continentale des FSM. Le 1^{er} s'est tenu à FLORENCE en

novembre 2002, précédant SAINT-DENIS en région parisienne en novembre 2003, LONDRES en octobre 2004 et ATHENES au mois d'avril 2006.

Le 15 juin 2001, à GOTEBORG, alors qu'environ 20.000 personnes sont rassemblées pacifiquement pour manifester contre la mondialisation, lors du sommet européen, un millier de casseurs se livrent à une véritable bataille de rue. Les forces de l'ordre sont complètement dépassées et font usage de tir à balles réelles. Le bilan sera lourd avec des dizaines de blessés et surtout une couverture médiatique désastreuse tant pour les forces de police jugées incompétentes et mal préparées, que pour le mouvement antimondialisation qui apparaît comme dangereux et incontrôlable.

Du 20 au 22 juillet 2001, les chefs d'état du G8 se réunissent en sommet à GENES. Entre 100.000 et 200.000 militants altermondialistes organisent un contre sommet. Les manifestations dégénèrent dès le premier jour en affrontements violents avec les forces de l'ordre. La ville est saccagée, 600 personnes sont blessées et un jeune manifestant de 23 ans, Carlo GIULANI, est tué par les carabinieri. La légitime défense n'est pas remise en question par la justice italienne mais la mort du manifestant, retransmise en direct, aura un retentissement considérable.

A BARCELONE, le 16 mars 2002, on assiste à la plus grande manifestation jamais organisée contre un sommet de l'union européenne et peut-être contre la globalisation capitaliste avec plus de 200.000 manifestants selon la police et un demi-million selon certains médias.

Toutes les grandes réunions internationales sont désormais devenues autant de prétextes aux rassemblements altermondialistes : réunions du G8 à EVIAN en 2003, à SEA ISLAND en 2004, ou réunions de l'OMC comme celle de HONG KONG au mois de décembre 2005. Néanmoins, le drame de Gênes ne s'est pas réédité même si la violence demeure perceptible dans chacune des manifestations altermondialistes.

25- Internet, outil de propagande et de coordination

Les mouvements altermondialistes profitent largement de la faiblesse du contrôle des états sur Internet pour l'utiliser à leur profit afin d'exploiter ce nouvel espace de liberté d'expression ouvert à toute la planète.

Même en l'absence d'organisation permanente, de structures de commandement ou de programme commun, le cyberspace permet aux mouvements altermondialistes de s'engager dans un débat continu sans être paralysé, puisque chacun de ses nœuds peut reconfigurer un réseau suivant ses affinités et ses objectifs avec des chevauchements partiels et des connexions multiples. Le mouvement antimondialisation n'est donc pas seulement un réseau, c'est un réseau électronique, un cyber-mouvement. Le mouvement est parfaitement à l'aise sur Internet et de ce fait possède une arme redoutable pour diffuser ses messages, organiser ses rassemblements et prendre de l'ampleur.

A titre d'exemple, l'organisation ATTAC dès janvier 1998, constitue une ligne de discussion sur Internet autour d'un éditorial du Monde diplomatique intitulé « désarmer les marchés ». C'est ce forum qui donne réellement son élan à l'association. Le site actuel d'ATTAC, qui est aujourd'hui disponible en cinq langues, consulté depuis 130 pays et à partir duquel sont échangés une moyenne de 29.000 documents par jour, dispose d'une lettre d'information électronique qui joue un rôle central et qui apparaît comme une arme de communication particulièrement performante. Ainsi en mars 2001, elle exhorta ses abonnés à adresser un courrier électronique à un responsable d'une commission de l'ONU chargée du financement du développement des pays les plus pauvres. La boîte aux lettres électronique de la cible satura sous les assauts des internautes, ce qui obligea l'intéressé à prendre position rapidement sur le sujet contesté. Dans le même esprit, la mise en pièce de l'accord multilatéral sur investissement (AMI) en octobre 1998 a été largement facilitée par l'utilisation d'Internet qui a permis aux militants d'avoir accès aux textes en discussion, de les traduire, de les diffuser, de les analyser et d'en débattre pour finalement arriver à les faire rejeter.

INDYMEDIA qui se qualifie comme « le réseau mondial des médias activistes qui veulent cerner la vérité de façon radicale, objective et passionnée » constitue un

autre exemple intéressant. Issu directement de la lutte altermondialiste dans le courant de Seattle, le mouvement d'information s'affiche comme étant né pour combler les lacunes des informations diffusées par les grands groupes commerciaux. Sa première mission est la couverture en temps réel des manifestations altermondialistes. La seconde consiste à couvrir tous les aspects des manifestations et à récolter des preuves photos et vidéo des éventuelles exactions commises par les policiers contre les manifestants.

Certains sites se caractérisent par leur virulence. C'est le cas du site anarchiste SUBSOCIETY dans sa rubrique « Activisme, action directe et techniques de lutte anarcho-syndicalistes », qui explique que « la plupart des actions directes ne requièrent pas d'effectif important, elles peuvent être mises en place sans trop de moyens et dans des délais assez brefs. L'action directe peut revêtir de multiples formes suivant la situation et en fonction de la créativité des participants. Elle peut être individuelle ou collective, légale ou non, offensive ou défensive, violente ou non violente. Son caractère légal importe peu car la légalité n'est jamais qu'une limite arbitraire fixée par la bourgeoisie pour défendre ses intérêts, il faut juste en tenir compte pour évaluer les risques juridiques ». Par ailleurs, il y est expliqué que la violence a été utilisée par la CIA pour décrédibiliser certains mouvements révolutionnaires en les infiltrant, en les finançant et en les poussant à la lutte armée pour mieux les criminaliser en tant que terroristes et casser leur image auprès du grand public comme ce fut le cas des Brigades rouges en Italie ou de la Fraction armée rouge en Allemagne. Les attentats contre des locaux appartenant à des mouvements d'extrême droite sont montrés comme des actes de résistance. Un répertoire assez complet d'actions anarchistes possibles y est ensuite présenté:

Actions de propagande : distribution de tracts, diffusion de journaux indépendants, collages, bombages, manifestations, lettres aux médias, campagne de destruction d'image de marque, boycott.

Actions via internet : hacking, cracking, dénonciation des utilisations abusives des bases de données d'informations sur les individus et de la politique de monopole et de surveillance de sociétés comme Microsoft, sauvegarde d'Internet en tant

qu'outil de communication, et non en tant qu'instrument purement commercial ou d'espionnage, instauration de la gratuité et du partage des connaissances, cybermanifestions, mass mailing, peer to peer (partage de fichiers), Google bombing (utilisation du système de référencement de google).

Interposition physique : occupation de locaux, blocage de chantier, de transport de matériaux nucléaires ou d'armement, obstruction aux expulsions, bouclier humain en cas de guerre, sabotage, entartage (même Bill Gates, homme le plus riche de la planète n'est pas à l'abri d'un attentat pâtissier, et donc d'un attentat tout court).

Réappropriation : réappropriation temporaire ou plus durable, réappropriation matérielle ou celle de son temps, réappropriation de terres gouvernementales ou privées, d'infrastructures, de biens de consommation, de moyens de production, de services publics, squat, transports gratuits.

Actions directes constructives : systèmes d'échange locaux de biens, services ou compétences, école libertaire, collectivités d'achat, de production ou d'habitation, offre de prêt sans intérêts, distribution gratuite de nourriture.

En marge des utilisations « pacifiques » d'Internet, force est de constater que la globalisation du terrorisme s'est traduite par l'apparition d'un terrorisme mondial de haute technologie : le cyberterrorisme. Il recouvre deux formes d'utilisation de la technologie Internet au profit des groupes terroristes : d'une part, la diffusion idéologique et la sécurisation des communications entre réseaux et d'autre part, la possibilité de mener des attaques contre les intérêts informatiques de pays cibles. Si l'utilisation de la première acceptation par les groupes terroristes ne fait aucun doute, des attaques terroristes menées sur Internet restent moins probables dans la mesure où, pour frapper l'opinion publique, un attentat classique reste le moyen le plus efficace. Il faudrait qu'un cyber attentat cause le même choc sur une population que l'explosion de bombes. Il n'existe pas encore d'exemples de tels attentats aujourd'hui, mais une attaque qui couperait par exemple l'électricité pendant quelques jours provoquerait sans doute un choc comparable. Cette menace est prise au sérieux outre-Atlantique où moins d'un mois après les événements du

11 septembre 2001 un poste de conseiller spécial du Président pour la sécurité dans le Cyberespace a été créé.

Les réseaux électroniques donnent donc aux militants altermondialistes de nouvelles possibilités de communication, de propagande, de coordination mais aussi d'attaque (on y trouve des guides détaillés de guérilla urbaine); ils peuvent ainsi occasionner des pertes financières mais aussi détruire la réputation de leur cible en mettant au jour des lacunes notoires sur le plan de la sécurité. Par ailleurs, certains actes terroristes individuels pourraient être favorisés par les informations diffusés sur les réseaux. A titre d'exemple, le site Internet de GREENPEACE met à disposition des plans détaillés de centrales nucléaires en indiquant en particulier les zones les plus sensibles et les moins bien protégées.

Troisième partie. Les menaces les plus crédibles.

31- Les raisons d'une possible radicalisation

En dehors des Black blocks agissant le plus souvent de façon violente en marge des rassemblements, la plupart des organisations altermondialistes prônent le recours aux actions non violentes. En revanche, certaines conditions pourraient conduire à la constitution de noyaux d'activistes durs et violents ayant recours à des moyens terroristes. En effet, les militants antimondialisation pourraient avoir le sentiment que leurs idées ne sont pas prises en considération et leur sentiment d'impuissance face au système politique, social et économique se renforcerait. D'autre part, si la récession économique se poursuit, elle risque de faire grimper les taux de chômage, d'accentuer les différences de revenus entre les individus et les états, d'exacerber les tensions sociales et d'augmenter le sentiment général d'insécurité. Et enfin, l'utilisation de la violence a tendance à se banaliser, en particulier dans les médias, y compris pour les militants altermondialistes majoritairement pacifiques mais présentant le plus souvent leurs actions comme de la légitime défense. Aussi le durcissement de ces conditions pourrait conduire à un danger réel. En dépit de la nature pacifique de la plupart des mouvements représentés dans la nébuleuse altermondialiste, la dynamique qui prévaut en leur sein incite à penser que des noyaux durs prêts à recourir à la violence sont susceptibles de se développer. L'expérience montre en effet que dans ce type de mouvement, les éléments radicaux peuvent rapidement basculer et céder à la violence.

32- Mouvements anarchistes et Black blocks

En prenant le nom de Black Block, certains groupes prônant l'anarchisme sont présents à chaque grande manifestation. Ils sont cagoulés, vêtus de noir et armés de barres de fer; ils sont depuis quelques années de toutes les actions, moins pour protester et contester que pour casser. Seule l'action violente est payante à leurs yeux. Ils sont européens ou américains et à défaut d'organisation structurée, se sont donnés comme nom « les Black blocks » en prenant comme modèle l'ultra

gauche européenne dont ils vont s'inspirer dès le début des années 1990 pour devenir les casseurs de l'antimondialisation.

C'est aux Etats-Unis surtout que le mouvement va s'étendre, ils apparaissent pour la première fois en 1992, à l'occasion d'une manifestation contre la guerre du Golfe à Washington, ils s'en prennent alors à la Banque Mondiale et au département du trésor. La même année, quelques dizaines de jeunes, le visage masqué par un foulard noir, accompagnent une marche commémorant à San Francisco les 500 ans du génocide des Indiens d'Amérique. En 1999, ils protestent à Seattle contre la réunion de l'OMC en brisant les vitrines des banques, des magasins et de quelques cafés sur le parcours de la manifestation antimondialiste.

On les retrouve depuis dans toutes les manifestations. En Europe, ils se font remarquer au sommet de Göteborg puis à Gênes. Mais ils s'illustrent surtout au Royaume-Uni et en Allemagne et dans une moindre mesure aux Pays-Bas et au Danemark. Le 1^{er} mai 1999 des groupes de militants masqués et vêtus de noir investissent la City de Londres. L'année suivante, ils prennent pour cible Trafalgar square et White Hall, le quartier des ministères. En Allemagne, le nouveau « Schwarze block » constitue aujourd'hui l'un des courants de la mouvance autonome. Il serait issu de l'une des organisations autonomes les plus actives du début des années 1990 maintenant disparue. Ils pourraient représenter 5.000 à 7.000 personnes essentiellement à Berlin, Francfort et Hambourg.

En France, en revanche, les Black blocks sont quasiment absents du paysage alternatif. Très peu de militants prônent le recours systématique à la violence comme arme politique. A titre d'exemple, seuls 8 des quelques 225 interpellés par la police italienne à Gênes étaient français.

Très minoritaires au sein de la nébuleuse antimondialiste, les Black blocks ne constituent nullement une organisation structurée. Il s'agit en fait moins d'un mouvement que d'un réseau composé de groupuscules attachés aux mêmes réactions violentes qui s'assemblent temporairement au gré des manifestations. Leur capacité de nuisance n'en demeure pas moins importante car ces idées

anarchiques qui prônent le recours à la violence systématique semblent séduire et influencer de plus en plus de jeunes en manque de repère et de stabilité.

33- Liens avec les anciens mouvements terroristes d'extrême gauche

Après avoir présenté les anciens mouvements terroristes d'extrême gauche au début de cette étude, il semble important de souligner que les liens qui les unissent à de nombreux courants altermondialistes demeurent très forts. C'est le cas en particulier en France du mouvement Action Directe.

Le 21 février 1987, les principaux membres d'Action Directe, Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron, et Georges Cipriani sont arrêtés dans une ferme de Vitry-aux-Loges, dans le Loiret. Ils ont été tous les quatre condamnés (tout comme Régis Schleicher, arrêté en 1984) deux fois à la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une peine incompressible de 18 ans. Les demandes de libération anticipée de Régis Schleicher¹² ou de Nathalie Ménigon ont été jusqu'à maintenant repoussée par le juge d'application des peines mais la peine de Joëlle Aubron a été suspendue en 2004 pour raisons de santé. Internet foisonne de sites abritant les revendications des nombreux comités de soutien appelant à la libération des trois terroristes toujours détenus : alternativelibertaire.org, action-directe.net, [Mille Babords.org](http://MilleBabords.org) (qui se présente comme la médiathèque alternative). Ces sites dénoncent le plus souvent les conditions jugées inhumaines de détention. Nathalie Ménigon par exemple serait partiellement hémiplégique après deux accidents vasculaires cérébraux et attendrait de pouvoir bénéficier de la loi du 4 mars 2002 sur la possibilité d'une suspension de peine pour raison de santé. Une très large proportion de ces sites possède des liens vers d'autres sites proches de la nébuleuse altermondialiste : humanite.presse.fr, lcr-rouge.org.

Les liens unissant Action Directe et les mouvements qui nous intéressent semblent n'être qu'idéologiques mais on ne peut pas nier que de nombreux articles laissent transparaître une forme de fascination pour les actes terroristes accomplis par ces mouvements.

¹² En 2003, Régis Schleicher tente de s'évader de la centrale de Moulins-Yzeuve dans l'Allier, ce qui lui vaut une condamnation de 5 années supplémentaires.

35- Liens avec les causes palestinienne et irakiennes

Parmi les menaces les plus crédibles d'actions violentes et d'actes terroristes, on ne peut occulter le rapprochement possible de la mouvance altermondialiste de certaines branches islamistes radicales.

351- Les réactions aux attentats du 11 septembre.

Pour éviter d'être taxés de sympathie pour les terroristes du 11 septembre et d'assimilation hâtive aux mouvements anti-américains, de nombreux mouvements altermondialistes se sont manifestés après les attentats qui ont frappé l'Amérique. On peut d'ailleurs noter que l'expérience américaine des années 1960 ainsi que l'expérience italienne des années 1970 montrent que la criminalisation des mouvements sociaux contribue à les radicaliser et à les polariser.

Les mouvements ATTAC d'Europe, dès le 10 novembre 2001, diffusaient un communiqué illustrant clairement que, soucieux de ne pas se couper de leurs soutiens américains, ils pouvaient expliquer, sans néanmoins les excuser, les causes profondes des attentats par la politique conduite par les Etats-Unis.

En effet, après avoir exprimé leur compassion aux victimes, à leur famille et leur solidarité au peuple américain, ATTAC précisait que, même si aucune cause ni aucune idéologie ne pouvait justifier ces crimes, cette situation dramatique demandait une réaction responsable qui devait partir d'une analyse de ses racines. Selon l'organisation, « il s'agit d'abord de conflits non résolus, ou même entretenus, comme ceux au Moyen-Orient, avec une application à plusieurs vitesses du droit international. L'emploi cynique de la "réal politik" par les grandes puissances aboutit à valoriser l'emploi de la force, l'utilisation de la violence pour résoudre les conflits. L'Histoire montre qu'il n'existe pas d'espoir de paix durable et de renonciation à la violence quand le cynisme et l'arbitraire de la loi du plus fort tentent de s'imposer, sans souci de justice, sur des individus ou des peuples entiers. Le terrorisme s'enracine aussi dans l'injustice et l'oppression que subit la majorité de la population mondiale. Aux inégalités sociales aggravées et à la misère épouvantable, se rajoutent le poids de la dette, les chocs de l'ajustement structurel, des crashes financiers et la volonté des multinationales de

continuer à transformer toutes les activités humaines en marchandises. Des milliards d'individus sont ainsi privés de tout espoir. Le fanatisme des terroristes trouve sa source dans cette souffrance quotidienne des peuples ».

Par crainte d'assimilation ou de collaboration au moins passive, ATTAC ajoutait qu'ils refusaient que des peuples entiers soient assimilés aux terroristes. Et que la lutte contre le terrorisme ne pouvait servir de prétexte à remettre en cause ou à limiter les droits des peuples et des citoyens. Dans ce cadre, les mouvements ATTAC d'Europe s'opposaient aux propositions de la Commission visant à étendre la définition des actes de terrorisme et à supprimer la procédure d'extradition en créant un mandat d'arrêt européen. D'autre part, ils accusaient le gouvernement des Etats-Unis, soutenu par les gouvernements européens, de se placer dans la perspective d'une escalade guerrière en bombardant massivement les principales villes afghanes, frappant une population déjà lourdement touchée. Les mouvements ATTAC d'Europe se prononçaient pour un traitement des conflits en cours conforme au droit international qui doit s'appliquer de la même façon à tous les Etats, toute politique hégémonique devant être proscrite. Dans son communiqué, ATTAC martelait ses messages habituels en rappelant que la sécurité nécessite une autre mondialisation qui passe, entre autres, par l'annulation de la dette, la lutte contre la spéculation financière et les paradis fiscaux (utilisés d'ailleurs par les institutions financières internationales, multinationales, gouvernements des pays riches, les grandes organisations criminelles et par les mouvements terroristes), l'instauration d'une fiscalité mondiale, dont la taxe Tobin constitue un élément. Dans ce cadre, le combat contre la mondialisation néolibérale restait plus que jamais d'actualité et la lutte contre l'égoïsme des puissants contre l'indifférence des riches faisait renaître l'espoir d'un autre monde, plus pacifique, plus solidaire qui est le meilleur rempart contre la haine et le fanatisme des terroristes.

351- Le Hezbollah

Avant d'évoquer les liens possibles entre le Hezbollah et les mouvements altermondialistes, il semble opportun de présenter sommairement ce mouvement chiite fondamentaliste.

Le Hezbollah a été créé en 1983 au Liban avec pour objectif la création d'un état islamique sur le modèle iranien, et l'élimination de toute présence non islamique au Moyen-Orient. Jusqu'en 1986, il s'est appuyé sur la Fraction Armée Révolutionnaire Libanaise (FARL) et sur l'Armée Secrète Arménienne de Libération de l'Arménie (ASALA) pour mener ses opérations. Son budget annuel était évalué à 100 millions de dollars en 1995, en grande partie couverts par l'aide de l'Iran. Ses effectifs au Liban étaient évalués à 40.000 hommes à la fin des années 90. Le Hezbollah agit également sous le nom de Djihad Islamique, mais son bras armé officiel est la Résistance Islamique. Créée en 1983, cette dernière a assuré de nombreuses opérations militaires au Sud Liban. Outre les attentats isolés (à la bombe ou assassinats), elle a mené des opérations militaires réelles contre l'armée israélienne ou l'Armée du Sud Liban.

Unités militaires du Hezbollah :

- Brigade al-Oods
- Brigade Amineal-Mouhamine
- Brigade Ham man al-Mahdi
- Brigade Saïd al-Schouhada al-Khomeini
- Unité pour la libération de Jérusalem

Le Hezbollah s'est particulièrement attaché à se constituer une base populaire dans le Sud Liban à travers des activités d'aide sociale en finançant par exemple la reconstruction des habitations détruites par l'armée israélienne ou en payant jusqu'à 250.000 dollars les familles des "martyrs" morts au cours d'opérations. Ses relations sont étroites avec la Syrie, la Libye et l'Organisation de Libération de la Palestine.

352- Les liens possibles avec le Hezbollah.

Dans le cadre de notre étude, il est intéressant de s'arrêter sur le congrès de Beyrouth : "Quelle stratégie pour les mouvements anti-guerre et anti-mondialisation ?" qui s'est tenu au Liban du 17 au 19 septembre 2004. Ce congrès était organisé à la suite de deux rassemblements portant sur des thèmes similaires à Jakarta en mai 2003 et au forum social mondial de Bombay de janvier 2004. Parmi les sponsors du mouvement, se trouvaient le Hezbollah, le parti communiste libanais, le parti socialiste progressiste et le réseau des ONG libanaises qui ont

côtoyé des mouvements plus habitués à ce type de réunion comme l'Organisation Unie pour la Paix et la Justice, Agir Contre la Guerre, le collectif des Musulmans de France, International Civil Campaign for the Protection of Palestinian People (CCIPPP) ou Marche Européenne Contre le Chômage. Les 300 participants du congrès représentaient 262 organisations et mouvements pacifistes, mouvements sociaux ou ONG provenant de 53 pays différents. Par ailleurs, on a pu noter la présence de représentants syriens, palestiniens, égyptiens, marocains ou irakiens. Selon Ali Fayyad, membre du conseil central du Hezbollah, cette conférence était organisée à Beyrouth pour rappeler que la résistance libanaise était venue à bout des projets de Ronald Reagan au Moyen Orient dans les années 80 et qu'elle avait libéré son territoire de toute occupation.

Les buts affichés de la conférence étaient d'une part de renforcer et d'élargir le champ des mouvements altermondialistes et pacifistes en développant des ambitions, des stratégies et des campagnes communes et d'autre part de renforcer et de développer les liens existant entre les mouvements altermondialistes et pacifistes au sein du monde arabe. L'objectif opérationnel était d'améliorer le consensus politique concernant les positions et priorités des différents mouvements et de proposer un plan d'action autour de campagnes clés qui s'appuieraient en particulier sur les occupations de l'Irak et de la Palestine. La déclaration finale de la conférence a insisté sur le besoin impérieux de « soutenir le droit des peuples d'Irak et de Palestine à résister aux occupations [], sur le retrait inconditionnel des forces de la coalition d'Irak et a exigé la fin de l'occupation israélienne des territoires palestiniens, le démontage du mur de séparation, la disparition de toutes les colonies juives et la libération de tous les prisonniers politiques irakiens et palestiniens ».

Certains des discours auraient légitimé l'usage des attentats terroristes : « les bombes humaines sont pour les peuples opprimés l'équivalent des avions F16 » et appelé à un soutien politique et diplomatique aux résistances irakienne et palestinienne.

On peut noter que la participation du Hezbollah n'avait encore jamais été remarquée dans ce type de manifestations hostiles à la guerre ou à la mondialisation. Selon certaines sources, cette participation se serait faite sous la pression de groupes radicaux italiens. Dans cette perspective, on peut utilement se souvenir qu'en mars 2003, Nadia Desdemona Lioce, activiste italienne, invitait « les masses arabes et islamiques, alliées naturelles des prolétaires, à prendre les armes dans le cadre d'une lutte unifiée et internationale aux cotés du front des combattants anti-impérialistes pour contrer la nouvelle offensive des gouvernements bourgeois ». Ce texte faisait partie du communiqué revendiquant l'assassinat du conseiller de Massimo d'Antona, ministre italien du travail. Par ailleurs, elle percevait « dans l'agression américano-sioniste contre l'Irak, la volonté impérialiste d'annihiler la résistance palestinienne, principal obstacle à l'hégémonie sioniste ».

Il convient de nuancer la réussite de ce congrès. En effet, certaines organisations présentes n'ont pas apporté leur soutien au Hezbollah et se sont inquiétées des impacts négatifs de ce congrès dans le cadre de leur travail pour la justice sociale. On peut citer l'exemple d'ONG libanaises qui ont déclaré percevoir le Hezbollah comme « une organisation militaire, ne partageant pas les mêmes idéaux altermondialistes ou pacifistes, n'ayant officiellement participé à aucune manifestation contre la guerre depuis la chute de Bagdad, ne combattant pas les politiques de libéralisation et de privatisation du gouvernement libanais. Pire encore, le Hezbollah prône des politiques qui nie le droit des palestiniens de travailler au Liban et des idéologies qui diminuent les droits des femmes, persécutent les homosexuels et n'autorisent aucune liberté individuelle ». Certains participants ont également ouvertement critiqué le cadre trop luxueux dans lequel s'est tenue la conférence.

Néanmoins, il apparaît très clairement que des liens existent entre le Hezbollah et certains mouvements altermondialistes, en particulier les plus radicaux et violents mais ces liens ne sont-ils qu'idéologiques ? On peut se souvenir du soutien logistique (livraison d'armes, de munitions et d'explosifs) que le Fatah avait apporté aux brigades rouges en 1979. Néanmoins, la première réussite du congrès

de Beyrouth réside dans la capacité qu'ont eu les organisateurs à faire se rassembler de nombreux mouvements altermondialistes et pacifistes et des organisations du monde musulman et arabe dans le cadre d'une actualité largement dominée par les engagements américains contre l'islam radical.

Le congrès de Beyrouth pourrait indiquer un changement stratégique dans les motivations et l'approche de certains mouvements altermondialistes radicaux susceptibles de rechercher une coopération et des liens plus étroits avec des organisations islamistes radicales. L'un des risques majeurs est que le Hezbollah, en décidant de se joindre aux mouvements altermondialistes dans le cadre de son combat contre les américains et les israéliens, fasse évoluer sa solidarité idéologique vers une coopération opérationnelle.

Conclusion.

En choisissant le thème des menaces potentielles de l'altermondialisme, l'auteur de cette étude était animé par une certaine curiosité attisée par une actualité régulièrement dominée par les multiples manifestations contestataires ayant un lien plus ou moins direct avec la mouvance altermondialiste : réunions de l'OMC, du G8, manifestations anti-guerre, écologistes, ..., forums sociaux mondiaux et européens. Les actions violentes conduites en marge de ces manifestations par des casseurs, assimilés le plus souvent aux black blocks ou aux mouvements anarchistes, sont régulièrement relayés par l'ensemble des médias. Ces actions ne sont pas encore des actes terroristes mais on peut légitimement s'inquiéter d'une certaine radicalisation des actions menées et du risque de voir une frange terroriste émerger finalement de cette mouvance. Au fil des recherches effectuées dans le cadre de cette étude, d'autres menaces sont apparues et semblent se révéler potentiellement beaucoup plus dangereuses que celles de jeunes casseurs en quête d'émotions. Il s'agit des liens avérés entre altermondialistes et islamistes radicaux et dans une moindre mesure des liens avec les anciens mouvements terroristes européens d'extrême gauche. Ces liens ne semblent être, pour l'instant, qu'idéologiques et mais notre vigilance doit être permanente afin de s'assurer, en particulier, de l'absence de projet d'ensemble de ces mouvements et de l'absence de financement ou de soutien étatiques.

Annexe 1 : CONSENSUS DE PAIX DE DJAKARTA du 21 mai 2003.

Déclaration d'unité. Nous soussigné-e-s, militant-e-s pour la paix et la justice représentant des mouvements sociaux et des réseaux de 26 pays en Asie, Europe, Australie, Afrique, Amérique du Nord et latine, nous sommes réuni-e-s à Djakarta en Indonésie. Lors des trois derniers jours nous avons clamé notre indignation face à l'escalade de l'agression militaire conduite par le gouvernement étasunien, le plus récemment contre l'Irak. Nous déclarons la guerre et l'invasion de l'Irak injuste, illégale et illégitime et appelons la communauté internationale à condamner cette agression conduite par les USA. Nous demandons un retrait immédiat de toutes les troupes étrangères d'Irak et que les Irakiens soient autorisé-e-s à déterminer leur futur en lien avec le principe de l'autodétermination. Cette conférence appelle tous les gouvernements à suspendre la reconnaissance de tout régime mis en place en Irak par les occupants étasuniens. Nous proposons aux mouvements pour la justice et pour la paix d'établir un Tribunal international des peuples pour juger les auteurs de guerre et pour enquêter sur les crimes de guerre. Les alliés de guerre doivent assumer la responsabilité politique, morale et économique pour leurs crimes. Ceci inclut le paiement de réparations de guerre directement aux Irakiens, qui devraient administrer la reconstruction de leur pays indépendamment du contrôle des compagnies étrangères, de la Banque mondiale, du Fonds Monétaire International et des Nations Unies. De même, les membres permanents du Conseil de sécurité doivent endosser la responsabilité des effets de plus de dix années de sanctions. Nous appelons à l'abolition totale de la dette de l'Irak. Dans le même temps nous dénonçons l'hypocrisie du gouvernement étasunien qui appelle lui même à cette abolition pour servir ses objectifs, tout en exigeant le paiement de dettes démesurées de tous les autres pays en voie de développement. Alors que les tanks et les bombes détruisaient l'Irak, en Palestine voisine, les forces armées israéliennes, soutenues par les USA, ont continué d'assassiner, harceler et incarcérer le peuple palestinien, par des mesures qui rappellent d'apartheid d'Afrique du Sud. Nous nous engageons dans la lutte internationale pour la fin de l'occupation coloniale de la Palestine et appelons au démantèlement de toutes les colonies israéliennes et le droit au retour de tous les réfugié-e-s palestinien-ne-s. Nous condamnons l'incessante ingérence étasunienne en Palestine et demandons la reconnaissance des droits nationaux palestiniens comme pré condition d'une paix juste et par conséquent durable dans la région. Nous voyons l'invasion de l'Irak comme faisant partie de la guerre économique en cours contre les peuples du Sud. Sous les règles du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC, notre monde devient de plus en plus injuste et inégal. A Cancun au Mexique en septembre se tiendra un autre forum, le sommet de l'OMC, lors duquel les leaders du monde impérialiste mettront au point leurs stratégies. Ils plongent le monde dans une série de guerres pour la quête du pétrole, pour l'hégémonie économique et politique et pour assurer la mise sous le joug de la classe travailleuse et des masses appauvries.

Au nom de la lutte contre le "terrorisme", le gouvernement étasunien a créé le concept indéfendable de la guerre préventive. Sous cette bannière il a attaqué l'Afghanistan hier, l'Irak aujourd'hui, tandis que les cibles de demain pourront être la Syrie, l'Iran, la Corée du Nord, le Venezuela, la Colombie, Cuba, ou toute autre nation considérée comme opposée aux intérêts politiques et économiques du gouvernement étasunien. Nous constatons avec inquiétude la militarisation croissante du monde qui s'exprime à la fois par des guerres ouvertes ou cachées et la prolifération de bases militaires étasuniennes, des dépenses militaires à la hausse et des opérations de guerre. Nous nous opposons aux actes d'agression, qu'ils soient contre le peuple d'Aceh, de Mindanao, du Cachemire ou du Kurdistan. Dans cette atmosphère de militarisme, le harcèlement policier de communautés marginalisées, de migrant-e-s et de minorités ethniques augmente. Nous appelons au désarmement global. En particulier, nous demandons le démantèlement de toutes les

armes nucléaires. Nous soutenons l'appel à faire du Moyen-Orient une zone libre d'armes de destruction massive, à commencer par Israël, l'Etat ayant la plus forte capacité destructrice. Nous prenons la résolution de continuer à construire le mouvement international pour la paix et la justice, qui a montré sa force de manière éclatante les 14 au 16 février, lorsque des millions de personnes ont défilé contre la guerre en Irak. Nos principes englobent aussi la construction d'un internationalisme authentique par en-bas, qui établisse une nouvelle communauté internationale basée sur l'égalité et la démocratie. Alors que notre travail est international, nous nous opposerons aussi à nos gouvernements nationaux sur les points où leurs politiques amènent leur contribution à la guerre, au militarisme et au néolibéralisme. Nous nous opposons aux guerres sous toutes leurs formes, ouverte, déclarée, entre Etats, contre les mouvements sociaux, guerre économique contre les peuples pauvres dans le monde ou guerre contre les militant-e-s politiques et opposant-e-s contre l'ordre dominant. Nous visons à maintenir l'unité la plus large possible entre nos diverses organisations, y compris celles de la communauté islamique, les groupes de défense de l'environnement et les mouvements qui s'opposent au racisme et au sexisme. Notre travail sera en lien avec les grandissants mouvements sociaux et de classe qui résistent à la mondialisation néolibérale, comme la guerre par des fusils et des bombes n'est que l'expression la plus sanglante de la domination du néolibéralisme et de l'impérialisme. Nous appelons toutes les organisations, mouvements sociaux et personnes qui partagent notre analyse et plan d'action à se joindre à nos efforts communs orientés vers la création d'un Réseau mondial de Solidarité pour une Paix Globale dans le futur, en particulier durant les rencontres d'Evian (sommet du G8), Cancun (Conférence de l'OMC), les forums sociaux régionaux et le prochain Forum Social Mondial à Bombay. Nous croyons qu'un monde libre de guerre, d'exploitation, d'inégalité, de pauvreté et de répression est possible. Nous voyons la réalité de cette alternative visible au sein du mouvement croissant de la jeunesse, des femmes, des travailleurs/euses, des étudiant-e-s, des migrant-e-s, des chômeurs/euses, des militant-e-s des droits humains et pour la paix et la justice et des citoyen-ne-s, qui amènent leur énergie et leur ardeur et travaillent ensemble dans la lutte pour une paix authentique basée sur la justice globale pour les peuples du monde entier.

Déclaration et plan d'action pour l'Irak

L'invasion et l'occupation de l'Irak sous l'égide des USA sont illégales. En 1946, le Tribunal de Nuremberg a jugé que "initier une guerre d'agression n'est pas seulement un crime international; c'est le crime suprême international, qui diffère uniquement des autres crimes de guerre dans le fait qu'il contient en lui-même le mal accumulé de l'ensemble." Par conséquent nous demandons La fin immédiate de l'occupation illégale de l'Irak par les USA et la Grande-Bretagne et le retrait immédiat de toutes les troupes étrangères, conseillers et représentants militaires, équipement militaire et armements. Nous insistons sur le fait que le peuple irakien a des droits absolus et souverains de déterminer son propre futur. Aucune puissance occupante n'a le droit de violer l'intégrité territoriale de l'Irak. Toute décision sur le besoin d'assistance internationale appartient uniquement au peuple irakien. L'occupation de l'Irak par les USA et la Grande-Bretagne, tout comme l'est toute autorité administrative ou gouvernement ad interim établi par les forces occupantes. Par conséquent, toute décision prise par les forces occupantes ou leurs représentants ne lie pas le peuple irakien. Le compte bloqué de garantie du pétrole irakien tenu par les Nations Unies ne doit pas être utilisé pour établir la facture de la reconstruction des dommages causés par la guerre illégale et les sanctions onusiennes. Les fonds doivent être tenus en dépôt au nom du peuple irakien, jusqu'à ce qu'il y ait un gouvernement légitime et réellement représentatif. Alors que nous soutenons fortement l'assistance indépendante de la société civile et la solidarité avec le peuple irakien, les Nations Unies, leurs agences, les autres organisations gouvernementales ou non ne devraient pas servir de couverture à l'invasion illégale de l'Irak ou en profiter. L'aide humanitaire ne doit pas être utilisée pour soutenir ou promouvoir les objectifs militaires, politiques et économiques des puissances

occupantes. Selon les conventions de Genève, l'assistance humanitaire, l'aide, la reconstruction et les autres activités de développement relèvent de la responsabilité morale et légale de l'envahisseur et des forces occupantes et ne devraient pas caractériser comme "aide" ce qui est le dû de la population irakienne. Le peuple irakien a la souveraineté sur toutes les ressources naturelles et les biens publics. Les forces d'invasion et d'occupation, ou leurs mandataires privés, n'ont pas le droit de prendre une décision sur le contrôle ou le bénéfice de l'exploitation des ressources naturelles ou la construction et l'adjudication de services de base ou de biens. L'ensemble des coûts de la reconstruction, la compensation, les réparations pour les destructions physiques, sociales, économiques, psychologiques, écologiques, culturelles et la perte d'héritage causés par l'invasion de l'Irak sous l'égide des USA doivent être supportés par les agresseurs. Les réparations pour les pertes physiques, sociales, économiques, psychologiques, écologiques, culturelles et d'héritage, pour les dommages et la souffrance causés par les sanctions imposées par les Etats-Unis au Conseil de sécurité des Nations Unies doivent être assumées par les membres permanents du Conseil. En outre, des réparations doivent être accordées à toutes les personnes qui ont souffert de pertes ou traumatismes physiques, économiques ou psychologiques résultant de douze ans de sanctions et de l'invasion de 2003, basées sur des demandes individuelles ou collectives et distribuées par un tribunal de compensation indépendant. Nous appelons à caractériser comme illégitime l'occupation de l'Irak par les USA et leurs alliés. Nous soutenons toutes tentatives visant à réunir un congrès national ou une assemblée constituante ou toute autre sorte d'auto-organisation démocratique pour établir la légitimité d'un nouvel Etat irakien. Ce processus doit être complètement indépendant des forces occupantes. Nous appelons les Nations Unies, l'Organisation de la Conférence Islamique et la Ligue Arabe de travailler à faire respecter les lois internationales, à mettre une fin à l'occupation et de soutenir l'établissement d'un auto-gouvernement démocratique en Irak. Nous demandons à la communauté internationale et les gouvernements du monde entier de refuser de reconnaître toute forme d'autorité ou de gouvernement établi par et sous les forces d'occupation. Nous soutenons la campagne initiée par l'Association Internationale d'Avocats contre les Armes Nucléaires et d'autres pour exhorter l'Assemblée générale des Nations Unies de demander un avis de droit à la Cour Internationale de Justice concernant l'illégalité de l'utilisation de la force contre l'Irak et de la doctrine de la "guerre préventive". Nous souscrivons à la campagne qui appelle un tribunal international des Nations Unies pour les crimes de guerre pour juger les responsables de l'invasion et de l'occupation de l'Irak. Nous demandons que tous les gouvernements reconnaissent le droit aux Irakiens de voyager librement et de retourner en Irak. Nous rejetons le projet étasunien de créer un "nouvel ordre du Moyen-Orient", y compris son arme économique, la "Zone de Libre-Echange du Moyen Orient" proposée par Bush. Nous nous engageons à travailler en solidarité avec le peuple et la société civile d'Irak et de soutenir les forces démocratiques.

1. Nous nous engageons à organiser une série de missions d'enquête et témoignage en Irak en collaboration avec les organisations de la société civile qui travaillent déjà sur le terrain afin d'établir des contacts avec autant d'organisations démocratiques irakiennes que possible, avec la possibilité de travailler en direction d'une conférence sur la guerre et l'occupation à Bagdad.

2. Nous nous engageons à préparer les conditions pour participer à la construction d'un Centre d'Observation de l'Occupation ou plus en Irak. Les buts seront de fonctionner comme un centre de surveillance et d'information sur l'occupation militaire et tout gouvernement instauré par les Etats-Unis, y compris la documentation de possibles crimes de guerre et autres violations des droits humains et démocratiques. Ils incluront également la surveillance du rôle des firmes internationales et des profiteurs de guerre en Irak.

3. Nous nous engageons à développer des nombreuses moyens de prise de contact direct avec les Irakiens, y compris l'envoi de délégations de masse en Irak, avec le but d'établir de larges liens entre organisations irakiennes et individus et la société civile globale, en particulier les mouvements antiguerre, altermondialiste et le Forum Social Mondial. Nous

nous engageons également à créer un nouveau site web d'information globale sur l'Irak, ainsi que d'autres moyens de coordonner les informations et les ressources.

4. Sur la base des propositions des mouvements turcs, japonais, sud-africains et latino-américains, nous nous engageons à construire un Tribunal International des Peuples pour poursuivre les auteurs de la guerre et de l'occupation de l'Irak, qui devrait se tenir dans plusieurs pays avec une équipe internationale d'accusateurs et de juges.

5. Nous appelons à un boycott international de produits étasuniens le 4 juillet 2004, jour de l'Indépendance des Etats-Unis et soutenons d'autre initiatives pour le boycott des produits US.

Plan d'action contre la globalisation et le militarisme

Nous soutenons l'appel de l'Assemblée de l'Hémisphère et Globale contre la Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA, ALCA) et l'OMC à une semaine d'action contre l'OMC lors de sa réunion ministérielle de Cancun au Mexique. En particulier nous exhortons les organisations pacifistes et populaires à se mobiliser le 9 septembre contre l'OMC et le 13 septembre contre la mondialisation et la guerre. Nous soutenons l'appel de la récente conférence du Chiapas pour un «boycott ciblé» de Coca Cola, McDonald's, Texaco, CNN et Fox lors de cette semaine de contestation. Nous condamnons l'atmosphère maccarthyste grandissante favorisée aux USA par le gouvernement Bush. Nous appelons à une campagne "Le monde dit NON à Bush" qui devrait atteindre son apogée lors de la Convention républicaine à New York en septembre 2004. Cette campagne viserait à mobiliser des millions de personnes à travers le monde dans un référendum global destiné à saper la légitimité de l'"Empereur" Bush. Nous appelons à une focalisation stratégique contre la prolifération de bases militaires étasuniennes partout dans le monde. Nous nous engageons à œuvrer à un jour d'action global contre ces bases dans la première moitié de 2004, qui devrait être coordonné par l' Asian Peace Alliance. Face à l'augmentation mondiale des dépenses militaires, nous appelons à une campagne internationale pour le désarmement général. Nous invitons les groupes pour la paix et le désarmement qui n'étaient pas présents à Djakarta à prendre contact avec notre réseau afin de coordonner des initiatives communes et notamment une journée mondiale d'action. Nous soutenons l'organisation d'une journée mondiale d'action contre les compagnies qui pillent, et en particulier Halliburton et Brechtel ainsi que contre leurs compagnies subsidiaires. Cette action sera coordonnée par un groupe de travail issu de cette conférence.

Annexe 2. PLAN D'ACTION DE BEYROUT (septembre 2004)

Afin de discuter de propositions concrètes pour le plan d'action, les participants à la conférence se sont divisés en trois groupes de travail: sur l'Irak, sur la Palestine et sur la mondialisation et la militarisation. Par la suite c'est en séance plénière que ces propositions ont été débattues.

Les propositions suivantes présentées par le groupe de travail sur la Palestine ont été adoptées par la conférence.

- le lancement d'un mouvement international contre les politiques israéliennes d'apartheid
- l'isolement économique, académique, culturel, politique et diplomatique d'Israël, comme système d'apartheid, par l'imposition d'un boycott, de sanctions et de désinvestissement effectifs
- des mobilisations internationales du 9 au 16 novembre dans le cadre de la semaine internationale contre le Mur de l'Apartheid et également le 15 mai 2005 pour la commémoration de la Nakba
- la mise en place d'un groupe international de travail pour la coordination de ces campagnes

Propositions concernant l'Irak

- soutenir les efforts des Irakiens dans la construction d'un front d'unité nationale contre l'occupation
- le lancement d'une campagne mondiale pour l'envoi de médicaments et de nourriture aux irakiens
- la mise en place d'un comité international d'avocats pour la protection des prisonniers irakiens, en particulier les femmes et les enfants
- soutenir la création d'une assemblée constituante indépendante et alternative
- inscrire les élections de janvier comme un point d'action stratégique et essentiel
- le lancement d'une campagne internationale pour la protection des libertés civiles en Irak afin de protéger les journalistes et les militants, leur garantissant le droit à la liberté d'expression et le droit de réunion
- le lancement d'une campagne contre ceux qui profitent de la guerre
- soutenir les projets existants tels que d'Observatoire International de l'occupation en Irak
- explorer la possibilité d'organiser une marche pour la paix en Irak
- envoyer des lettres de soutien d'organisations irakiennes ainsi que des messages de solidarité pour les mobilisations organisées à l'occasion de la conférence internationale des donateurs pour la « reconstruction » de l'Irak qui se tiendra au Japon les 13 et 14 octobre 2004
- Mobilisations les 30 et 31 octobre 2004, le week-end précédent les élections américaines, avec pour slogans « non à l'agenda de Bush », « Fin de l'occupation en Irak », « Non à la politique étrangère américaine ».
- Mobilisations lors du prochain sommet de l'OTAN
- Mobilisations lors du deuxième anniversaire de l'invasion le 20 mars 2005

Proposition concernant la Palestine

- Une Journée Européenne d'action pour la Palestine, pour le respect des droits de l'homme et du droit international les 10-11 décembre; anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies.

Propositions concernant la mondialisation et la militarisation

- poursuivre les mobilisations et les campagnes contre les institutions financières internationales telles que le FMI, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce, outils de la guerre économique.

- construire et poursuivre les campagnes contre les accords de libre échanges aussi bien bilatéraux que régionaux, complémentaires à l'Organisation Mondiale du Commerce
- soutien à la campagne en vigueur pour la fermeture des bases militaires étrangères et soutien aux efforts visant à constituer un réseau international de militants, de communautés et de chercheurs travaillant sur cette campagne
- Une campagne contre le fait que la soi disant « guerre contre le terrorisme » est utilisée pour criminaliser le mouvement et pour réprimer les libertés civiles.
- opposition à la loi martiale et aux accords de coopération sécuritaire, contre le service militaire forcé, le recrutement par des entreprises militaires privées, et le commerce international des armes.
- Une campagne pour arrêter la course à l'armement nucléaire.
- mobilisations internationales aux dates suivantes: le 1 mai 2005 contre les politiques économiques néo-libérales, le 6 août 2005, le 60ème anniversaire du bombardement de Hiroshima et Nagasaki, contre les armes nucléaires et les bases militaires étrangères, le 10 septembre 2005, pour la souveraineté alimentaire, politique et culturelle, le 11 septembre 2005 contre la soi disant « guerre contre le terrorisme », 1-12 octobre une semaine mondiale d'action contre la Banque Mondiale, le FMI, et l'OMC, le 18 novembre, contre la « School of the Americas », décembre 2005, contre la conférence ministérielle à Hong Kong de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Bibliographie.

Livres.

- Joseph Stiglitz, La grande désillusion, ed. Fayard (2002)
- Jean Ziegler, Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent, ed. Fayard (2002)
- André Bellon, Pourquoi je ne suis pas altermondialiste. Eloge de l'antimondialisation, (2004)
- Johan Norberg, Plaidoyer pour la mondialisation capitaliste, (2004)

Liens Internet.

- www.attac.org
- www.france.attac.org
- www.monde-diplomatique.fr
- www.liberation.fr
- www.humanite.fr
- www.confederationpaysanne.fr
- www.lcr94.org
- www.lcr-rouge.org
- www.greenpeace.fr
- www.alternativelibertaire.org
- www.altermonde-levillage.nuxit.net
- www.altermondialism.net
- www.fsm.org
- www.desinformations.com
- www.rasfront.org
- www.prison.eu.org
- www.anartoka.org

L'Altermondialisme, terreau d'un nouveau terrorisme ?

Table des matières

Introduction	1
Première partie. Les racines d'un mouvement récent.....	2
11- Les origines Zapatistes	2
12- Les mouvements d'extrême gauche des années 80.....	3
Seconde partie. La nébuleuse altermondialiste.....	8
21- Alter ou anti ?	8
22- La diversité du mouvement	8
23- Positions et propositions.....	10
24- Les grands rassemblements altermondialistes.....	13
25- Internet, outil de propagande et de coordination	16
Troisième partie. Les menaces les plus crédibles.....	20
31- Les raisons d'une possible radicalisation	20
32- Mouvements anarchistes et Black blocks.....	20
33- Liens avec les anciens mouvements terroristes d'extrême gauche.....	22
35- Liens avec les causes palestinienne et irakiennes.....	23
Conclusion.....	29
Annexe 1 : CONSENSUS DE PAIX DE DJAKARTA du 21 mai 2003.....	30
Annexe 2. PLAN D'ACTION DE BEYROUT (septembre 2004)	34
Bibliographie.....	36